

La revanche du MR après 13 ans dans l'opposition

Après une – très – longue pause de treize ans, les libéraux sont de retour aux affaires en Wallonie. Ils ne sont pas revenus au pouvoir après une victoire électorale, mais grâce à un cadeau du CDH. Allié au PS depuis le début de la législature (2014), le président du parti humaniste a « débranché la prise » le 19 juin dernier après les nombreuses affaires. C'est-à-dire deux ans avant le terme prévu. Pour les réformateurs wallons du MR qui siègent dans l'opposition depuis 2004 à Namur, c'est la surprise du siècle.

Et cette fois, le MR va même pouvoir occuper la ministre-présidence. Ce qui était arrivé une seule fois jusqu'à présent avec André Damseaux en... 1982. Et encore, c'était un cas spécial puisque la législature 1981-85 avait commencé sous la présidence de Jean-Maurice Dehousse (PS) qui avait ensuite cédé son siège à André Damseaux pour neuf mois avant de reprendre la tête de l'exécutif.

Depuis, tous les ministres-présidents qui se sont succédé à l'Élysée étaient socialistes, à une exception près, celle de Melchior Wathelet (PSC devenu CDH) entre fin 1985 et début 1988.

« Du pain bénit »

Une revanche du MR ? « Peut-être pas par rapport à 2004 mais clairement par rapport à 2014 », analyse le politologue Régis Dandoy de l'UCL. Il faut se rappeler

qu'après les élections, le PS avait formé un gouvernement wallon avec le CDH sans attendre le fédéral. Le MR « était veugé en montant seul au fédéral. C'était aussi une revanche contre le CDH. Les deux partis étaient frustrés, ce qui n'a fait qu'accroître les tensions entre eux. Quand le CDH est arrivé avec la proposition de renverser le PS à la Région wallonne, c'était du pain bénit pour le MR. »

Pour Pascal Delwit (ULB), au-delà de la revanche par rapport à 2004 ou 2014, c'est surtout la démonstration que le PS est contournable.

« Aux élections législatives de 2007 et régionales de 2009, il y avait cette idée importante dans le chef de Didier Reyniers comme président de parti de déplacer le centre de gravité en Wallonie et de se positionner comme alternative au PS, explique le politologue de l'ULB. Mais 2007 fut un échec malgré le succès électoral et 2009 un échec électoral et donc politique. En 2014, Lutgen n'avait pas suivi (le MR au fédéral, NDLR) sur une si courte majorité. Depuis 2004, il y avait cette obstination pour les dirigeants du MR de faire la

démonstration que le PS est contournable dans le spectre francophone. Ce sera peut-être bref cette fois-ci, mais le MR pourra aller vers son électoral avec cette idée-là. Ce qui lui permettra d'atténuer la situation du fédéral où il est en partenariat avec la N-VA dans un gouvernement très flamand. »

Autre avantage, le MR pourra tirer profit de la situation pour « walloniser » son image. « Charles Michel vient du Brabant wallon, ce qui, pour beaucoup de Wallons, est assimilé à Bruxelles », analyse Pascal Delwit. Avec des ministres au gouvernement dans les espaces wallons plus nets, ça va aider. »

De son côté, Régis Dandoy estime que le MR ne prend pas beaucoup de risques, sauf s'il déçoit au niveau de la réforme de la gouvernance et de l'éthique politique. « Mais l'image que le PS a sur ces affaires est pire que celle du MR. Et cela fait très longtemps qu'il n'y a plus eu de ministre-président wallon MR », ajoute-t-il.

Pour le politologue de l'UCL, les risques se trouvent plutôt du côté du CDH : « S'il veut renégocier avec le PS en 2019, on pourra parler d'un passif très important. C'est clairement une trahison, un couteau dans le dos. »

« C'est un traumatisme »

Du côté du PS, par contre, l'accord CDH-MR est synonyme de retour dans l'opposition après de – très – longues années de pouvoir quasi sans interruption. Hormis une petite parenthèse de deux ans et deux mois entre décembre 1985 et février 1988 sous Melchior Wathelet senior, le Parti socialiste dirigeait la Région wallonne depuis sa création en 1981.

« Pour le PS, c'est le traumatisme, ana-

lyse Régis Dandoy. Il y en a déjà eu un premier en 2014 parce qu'il se croyait intouchable et incontournable : et il l'était mathématiquement si on suivait la logique d'une majorité dans les deux camps linguistiques. Ici, ils se prennent une deuxième baffes. C'est un double traumatisme qui va laisser des traces. Il y aura probablement un avant et un après 2017. Ce double échec est imputable à Di Rupo, sa présidence et son cercle de leaders socialistes. Tout cela va laisser des traces. »

Une page qui se tourne pour le PS ? « C'est toute l'histoire politique belge qui s'en trouve chamboulée. Il y a un cas-les-bol sociétal et la fin d'une génération politique. Le CDH n'a toujours pas compris qu'il n'est plus ce parti pivot qu'il était depuis les années 70. Ils ont voulu remettre ça en 2017. C'est probablement la dernière fois », conclut Régis Dandoy.

De son côté, Pascal Delwit y voit une logique démocratique à ce qu'un parti change de temps à autre de statut. « Cela s'opère dans un moment difficile sur le plan interne (avec les affaires Publifin et Samusocial) : et dans un contexte où la question de la présidence est posée depuis 2014 », explique le politologue de l'ULB. En même temps, le PS reste au pouvoir à Bruxelles et à la Fédération. S'il réussit pas trop mal les communales, cela pourrait être un deuxième levier pour aller au régional et au fédéral », conclut-il. ■

PHILIPPE DE BOECK

PS : « Tout ça pour ça... »

« Après plus de quatre semaines d'une crise qui a plongé la Wallonie dans l'immobilisme, le MR et le CDH accouchent d'un accord mince, vague et sans ambitions », commente Elia Di Rupo, président du PS. Qui en veut beaucoup au CDH : « Sur certains points, le CDH reprend à son compte le travail réalisé par les ministres PS. Sur d'autres sujets, il remet radicalement en cause ce qu'il a accepté il y a quelques semaines. C'est une attitude schizo-phrène ! » Et de conclure : « Ce sont surtout les Wallons qui vont sortir perdants des manœuvres politiques du CDH. »

Ecolo : « Beaucoup de flou »

Ecolo voit plusieurs mesures positives dans l'accord auquel ont abouti le MR et le CDH, en particulier en matière de gouvernance. Mais « à la première lecture, c'est une impression de flou, de vague qui se dégage derrière les slogans et les intentions », a expliqué le coprésident des verts, Patrick Dupriez.

UWE : « Continuité et rupture »

Dans l'accord MR-CDH, l'Union wallonne des entreprises « relève particulièrement la volonté de réduire les coûts politiques et publics pour permettre à

la Région d'accomplir ses missions essentielles dans les domaines socio-économiques, climatiques, d'emploi et de cohésion sociale » et souligne « la volonté annoncée (dans l'accord) de concilier continuité et rupture ».

Satisfecit de l'UCM

L'Union des classes moyennes constate « avec satisfaction que plusieurs de ses demandes font l'objet d'un point dans l'accord » : la formation aux métiers en pénurie, la mobilisation de l'épargne privée pour les PME et le dégagement de moyens pour une meilleure efficacité énergétique. « La Wallonie a besoin de davantage d'entreprises et de PME qui grandissent : la nouvelle majorité l'a bien compris. »

ENTRE 1985 ET 2004, SEPT LIBÉRAUX ONT ÉTÉ MINISTRES WALLONS


Charles Michel

En 2000, Charles Michel est devenu à même pas 25 ans le plus jeune ministre de l'histoire des exécutifs wallons. Il prend en main en tant que ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique la modernisation de la Fonction publique dans le gouvernement Van Cauwenberghe. Le ministre Michel a notamment travaillé à une réforme des institutions wallonnes. Après la chute de la coalition en 2004, Charles Michel redevient échevin à Wavre et député fédéral avec l'avenir qu'on lui connaît.


Serge Kubla

L'ex-bourgmestre de Waterloo Serge Kubla a été constamment réélu député wallon entre 1980 et 2014. Il est entré dans un exécutif en tant que membre du PRL au sein du gouvernement Di Rupo en 1999. Il est devenu vice-président et ministre de l'Economie, des PME, de la Recherche et des Technologies nouvelles en juillet 1999, jusqu'en 2004.


Michel Foret

Michel Foret a présidé la fédération liégeoise du PRL entre 1982 et 95. Après les élections régionales, il participe aux négociations pour former le gouvernement et devient donc en 1999 ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement. Après son mandat, il a été gouverneur de la province de Liège jusqu'en 2015.


Jean-Marie Severin

Le Namurois Jean-Marie Severin est devenu l'un des deux vice-présidents du PRL aux côtés de Didier Reynders entre 1995 et 2001. Entre 1999 et 2000, il a été brièvement ministre wallon des Affaires intérieures et de la Fonction publique avant de céder son siège à Charles Michel.


Charles Aubecq

A partir de janvier 1983, Charles Aubecq est bourgmestre de Wavre pendant près d'un quart de siècle. L'ancien chef d'entreprise a gardé certains de ses réflexes comme ministre du Budget, des Finances et des Travaux subsidiés du gouvernement Wathélet entre 1985 et 88. Après son mandat, il est resté très impliqué dans le Brabant wallon. Il est décédé en 2015.


Daniel Ducarme

A l'âge de 31 ans, le député de Thuin devient ministre de l'Environnement et de l'Agriculture dans le gouvernement Wathélet jusqu'à 1988. Au cours de son mandat, il se bat notamment pour la régionalisation de l'Agriculture. A l'issue de cette législature, il devient président du PRL après Louis Michel. Après une longue carrière politique, Daniel Ducarme décède en 2010.


Arnaud Decléty

Industriel dans le Tournaisis pendant de longues années, Arnaud Decléty est devenu ministre de l'Economie, de l'Emploi et des Classes moyennes du gouvernement Wathélet, entre décembre 1985 et février 1988. Arnaud Decléty avait notamment déposé un projet de décret qui sera à l'origine de la création du Forem. Il est décédé en 2000.

P.H.N.